

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

N° RG 20/00254 - N° Portalis DBVK-V-B7E-OU3L

**O R D O N N A N C E   N° 2020 - 269**  
**du 06 Août 2020**  
**SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN**  
**ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**dans l'affaire entre,**

**D'UNE PART :**

**Monsieur**

né le 24 Février 1984 à KONO (SIERRA LEONE)

de nationalité Sierra Léonaise

retenu au centre de rétention de Perpignan dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Comparant, par communication téléphonique, assisté de Me JACQUINET, avocat commis d'office.

Appelant,

et en présence de Mme Nabila TAGUIA, interprète assermenté en langue anglaise.

**D'AUTRE PART :**

**1°) Monsieur LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES**

Hôtel de la Préfecture

24 quai Sadi-Carnot

66951 PERPIGNAN Cedex

Non représenté,

**2°) MINISTERE PUBLIC :**

Non représenté

Nous, Emmanuelle ROUGIE conseiller à la cour d'appel de Montpellier, délégué par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assisté de Ginette DESPLANQUE, greffier,

**EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE**

Vu l'arrêté du 3 août 2020 de **Monsieur LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES** portant obligation de quitter le territoire national sans délai pris à l'encontre de **Monsieur**

Vu la décision de placement en rétention administrative du 3 août 2020 de **Monsieur** pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Vu l'ordonnance du 05 Août 2020 à 14h24 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de PERPIGNAN qui a décidé de prolonger la rétention administrative pour une durée maximale de vingt-huit jours,

Vu la déclaration d'appel faite le 05 Août 2020 par **Monsieur** \_\_\_\_\_, du centre de rétention administrative de Perpignan, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 15h26,

Vu les télécopies adressées le 05 Août 2020 à **Monsieur LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES**, à l'intéressé, à son conseil et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue ce jour à 10 H 30.

*Dans le cadre de la crise sanitaire et de l'état d'urgence sanitaire dus à la pandémie au coronavirus COVID - 19, et durant cette période, par application de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,*

*En son article 7 : « Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience « ou l'audition » se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des « des personnes y participant » et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.*

*En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats « , ou la personne à auditionner, » par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.*

*Dans les cas prévus au présent article, « les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. »*

*« Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré. » »*

## **PRETENTIONS DES PARTIES**

Assisté de Mme Nabila TAGUIA., interprète, **Monsieur** \_\_\_\_\_ confirme son identité telle que mentionnée dans l'ordonnance entreprise et déclare : "je voudrais retourner par moi-même en Suisse. Je n'ai rien à dire je voudrais juste qu'on me libère pour que je puisse partir et suivre mon traitement, je ressens de l'oppression depuis l'année dernière "

L'avocat, Me JAQUINET a déposé des conclusions et développe les moyens de l'appel formé contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a prolongé le maintien en rétention de l'étranger.

Monsieur le représentant de **Monsieur LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES** ne comparait pas.

## SUR QUOI

Sur la notification erronée des voies de recours contre la décision de placement en rétention

Aux termes de l'article R 552-10-1 du CESEDA, l'étranger qui conteste la régularité du placement en rétention administrative peut saisir le juge des libertés de la détention par simple requête adressée par tout moyen au juge... A peine d'irrecevabilité, la requête est motivée et signée de l'étranger ou de son représentant.

En l'espèce, il lui a été notifié un arrêté de placement en rétention administrative à la suite d'une demande de prise ou reprise en charge (procédure Dublin) le 3 août 2020 à 16h40.

Il est indiqué dans le document de notification que son recours peut être formulé (par tout moyen) en exposant les faits et arguments juridiques précis et comprendre une copie de la décision attaquée, ce qui ajoute au texte ci dessus rappelé, et ne peut que lui porter grief, s'agissant de l'exercice de ses droits, dans la mesure où le texte ne précise pas de quelle manière la requête doit être motivée, de sorte que la formulation énoncée est de nature à dissuader l'étranger de former un recours.

Par conséquent, la procédure est irrégulière, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'examiner l'autre moyen soulevé.

Par conséquent, la requête du préfet sera rejetée.

## PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement,

Déclarons l'appel recevable,

Accueillons le moyen lié à la notification erronée des voies de recours contre la décision de placement en rétention,

Déclarons la procédure irrégulière,

Ordonnons la remise en liberté de **Monsieur**

Lui rappelons qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, notifiée au CRA de Perpignan par le 06 Août 2020 à 15h20.

Le greffier,

Le magistrat délégué,

---